

COMMISSION DES FINANCES ET
DU BUDGETCOMMISSIE VOOR DE FINANCIËN
EN DE BEGROTING

du

van

MARDI 06 FEVRIER 2007

DINSDAG 06 FEBRUARI 2007

Matin

Voormiddag

La discussion des questions est ouverte à 10 h 35 par M. François-Xavier de Donnea, président.

Le **président** : L'interpellation n° 1014 de M. Paul Tant est retirée.

01 Question de M. Melchior Wathelet au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la diminution du taux de TVA pour les services à haute densité de main d'oeuvre et services locaux" (n° 13864)

01.01 **Melchior Wathelet** (cdH) : Ma question concerne les taux de TVA sur les services à haute intensité de main d'œuvre et les services locaux, par exemple les bâtiments scolaires, l'horeca.

En 2006, vous aviez refusé de contester la directive européenne TVA qui rendait impossible une réduction des taux de TVA dans certains secteurs alors que vous aviez admis qu'il n'y avait pas toujours un impact sur le marché intérieur et que ces réductions pouvaient donc être adoptées en contradiction avec les articles 5 et 93 du Traité. La Commission avait chargé un groupe d'experts économiques indépendants de rédiger un rapport sur l'incidence des taux réduits applicables aux services fournis localement en termes de création d'emplois et de croissance économique, ainsi que sous l'angle du marché intérieur. Il semble que ce rapport sera à l'ordre du jour du Conseil Ecofin de juin 2007. La Commission a revu sa position et plaidera pour que les États aient à nouveau une compétence plus large pour définir leurs taux de TVA.

Pour rappel, l'Union européenne peut harmoniser si une non-harmonisation a un impact sur le marché intérieur, ce qui est démontré pour certains services, et si le fait de conserver cette compétence au niveau national peut avoir des implications importantes sur un secteur déterminé.

Comment préparez-vous ce Conseil de juin 2007 ? Comment défendrez-vous votre position, à savoir une plus grande compétence des États pour la fixation de ces taux de TVA ? Si la Commission ne se laisse pas convaincre, envisagerez-vous un recours ?

01.02 **Didier Reynders**, ministre (*en français*) : Je confirme la réponse que je vous ai donnée en 2006 : je privilégie l'idée de poursuivre le débat, entre autres sur l'horeca, jusqu'en juin 2007. Je ne pourrai me prononcer sur les solutions éventuelles que lorsque je disposerai du rapport de la Commission basé sur l'étude qui sera rédigée par un groupe d'experts.

Nous continuerons à défendre la logique qui vise à permettre aux États de réduire le taux de TVA sur les services, notamment dans l'horeca. Les positions ont évolué lors des premiers débats. L'Allemagne, l'Autriche et la Grande-Bretagne sont favorables à une perception différenciée de la TVA. L'Allemagne est prête à discuter sur la base de l'étude annoncée si nous acceptons d'examiner des techniques de perception différentes. L'idée serait de percevoir la TVA non plus dans toute la chaîne de production mais auprès d'un seul opérateur. J'ai déjà confirmé au Conseil Ecofin que nous sommes favorables à de telles discussions, d'autant qu'un autre mode de perception pourrait permettre de lutter plus efficacement contre les carrousels à la TVA.

Je reviendrai devant vous dès que l'étude annoncée sera disponible. Nous examinerons alors comment l'utiliser pour organiser les débats au Parlement européen et au Conseil Ecofin.

01.03 Melchior Wathelet (cdH) : Il ne faut pas adopter une position doctrinaire sur la question du type de perception.

La Commission a changé sa position sur la TVA et ce rapport pourrait renforcer la position défendue par la Belgique. Il y a tout lieu de penser que les États retrouveront une compétence plus large en matière de fixation des taux de TVA.

Je remercie le ministre de nous transmettre ce rapport dès qu'il sera à sa disposition.

L'incident est clos.

02 Question de Mme Marie Nagy au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "le théâtre du Résidence Palace" (n° 13975)

02.01 Marie Nagy (ECOLO) : Selon *Le Soir*, la Régie des Bâtiments a adressé au Résidence Palace le renon de sa concession pour l'occupation des lieux ; le théâtre devra fermer définitivement ses portes en octobre prochain.

La Régie des Bâtiments justifie d'une manière peu claire ce renon sur base du fait que ce théâtre fait l'objet d'un projet de restructuration et de rénovation en vue d'y héberger le Conseil de l'Union européenne et que, pour l'heure, il n'y aurait pas de projet déterminé pour les locaux et la salle du théâtre.

Alors que la Région bruxelloise présente un avant-projet de schéma directeur du quartier européen reposant sur l'ambition d'en faire un quartier mixte - logement et fonction culturelle et récréative - , la décision de fermer le théâtre est contradictoire.

Je ne saisis pas très bien la logique de cette forme de gestion.

Quelles raisons ont justifié l'envoi de ce renon ? A quelles fins seront utilisés les locaux et la salle ? Cette nouvelle affectation est-elle en conformité avec le permis délivré par la Région ?

Par ailleurs, qu'est-il prévu pour la piscine ? S'agit-il d'une fermeture provisoire ? L'accès au public sera-t-il prochainement rétabli ?

Enfin, quel est la nature de l'engagement de l'État dans le schéma directeur présenté par la Région ?

Président: Luc Van Biesen

02.02 Didier Reynders, ministre (*en français*) : Le complexe du Résidence Palace est constitué de trois bâtiments dénommés blocs A, C et E. Les installations communes doivent être dédoublées pour assurer à chaque bâtiment une existence indépendante et l'amiante présent dans les caves et au huitième étage doit être enlevé.

Le théâtre se situe dans le sous-sol du bloc C et en partie sous la rue intérieure entre le bloc A et le bloc C. Les travaux de désamiantage dureront 30 jours. Les travaux d'élargissement de la gare Schuman dureront de six à dix-huit mois et la construction du mur de la nouvelle gare impliquera la démolition partielle des planchers du théâtre. Des travaux complémentaires sont nécessaires comme la construction de vestiaires, d'accès à la scène, d'extraction d'air et des travaux d'étanchéité. Le coût global des travaux de séparation des blocs A et C s'élèvera à 7.520.000 euros, TVA comprise. Le début des travaux est prévu le 2 février 2008 et la fin en décembre 2009.

Les travaux que je viens d'évoquer empêchent donc une exploitation du théâtre. Au sujet de sa fonction future, un bureau privé d'architecture a introduit un projet de centre multifonctions. Le théâtre est classé et par conséquent l'introduction de nouvelles fonctions est soumise à l'approbation de la Commission des Monuments et Sites.

Président : M. François-Xavier de Donnea

La piscine connaît plusieurs problèmes techniques : le bassin actuel est fissuré, la structure portante est en mauvais état, l'étanchéité du béton et des hublots n'est plus assurée et l'amiante doit être évacué.

Les conditions d'exploitation exigent la création d'un nouveau local destiné aux premiers soins, l'acquisition d'un indicateur de profondeur d'eau ainsi qu'un contrôle hygiénique approfondi de l'eau de la piscine et des douches. L'engagement de maîtres nageurs brevetés sera obligatoire.

Le projet de restauration et de rénovation est dans sa phase d'étude.

Une grande attention est portée au théâtre et à la piscine. Leur fermeture est temporaire. Mes services mettront tout en œuvre pour permettre leur réouverture dans un délai raisonnable.

02.03 Marie Nagy (ECOLO) : J'attire votre attention sur le fait qu'il y a déjà trop d'exemples à Bruxelles de privatisation de lieux, à usage exclusif des institutions européennes. Dans le cas du Résidence Palace, il avait été clairement souligné que le théâtre et la piscine devaient rester accessibles au public bruxellois.

J'entends bien que l'activité théâtrale soit difficilement conciliable avec les travaux. Toutefois, pourquoi avoir donné un renon au lieu de demander au théâtre de déménager pendant la période des travaux ?

Le permis d'urbanisme, délivré le 30 janvier 2000, indique que la Régie s'engage à imposer aux gestionnaires du centre de presse l'obligation de respecter, sans limitation dans le temps, l'ouverture sans restriction au public du théâtre et de la piscine.

Il s'agit bien d'une activité théâtrale, alors que vous parlez d'une autre activité.

Je ne doute pas que vous resterez attentif au fait de concilier le rayonnement européen avec les activités propres à la ville et accessibles aux habitants, toutes nationalités confondues.

L'incident est clos.

03 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la tolérance administrative en matière d'application de la TVA sur les travaux d'entretien effectués par son propre personnel" (n° 13979)

03.01 Carl Devlies (CD&V) : En décembre dernier, le ministre a déclaré que la tolérance administrative applicable aux travaux de réparation effectués sur un bien immobilier pourrait également être invoquée par les assujettis à la TVA de droit public et dès lors, plus exclusivement par des assujettis de droit privé.

Selon le Manuel de la TVA sur Fisconet, la tolérance ne s'applique qu'aux contribuables dont l'activité économique est entièrement exonérée d'impôt sur la base de l'article 44 du Code. Les communes n'étant que partiellement assujetties à la TVA, cela signifie-t-il que les communes n'entrent pas en ligne de compte pour la tolérance administrative ?

La description de la tolérance administrative telle que contenue dans le manuel de la TVA correspond-elle à la *ratio legis* ? Le ministre va-t-il désormais mieux décrire la tolérance administrative pour que tous les assujettis à la TVA puissent compter sur une application correcte et identique ?

03.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Aucune TVA n'est due sur les travaux de réparation et d'entretien effectués par un contribuable, lorsqu'il s'agit d'actes pour lesquels une dispense est prévue sur la base de l'article 44 du CIR '92. Aucune TVA n'est donc due sur les travaux effectués par le personnel communal aux bâtiments gérés par les autorités communales et auxquels s'applique l'article 44. À cet égard, je songe notamment aux écoles, aux maisons de repos pour personnes âgées, aux bibliothèques, aux centres culturels et aux hôpitaux.

Il en va de même pour les travaux effectués dans des habitations sociales par le personnel de sociétés régionales de logement ou de CPAS.

L'article 19, §2, ne s'applique toutefois pas aux travaux effectués par le personnel communal aux infrastructures utilisées par la commune dans le cadre de sa mission publique. Je pense ainsi à la maison

communale, aux voiries publiques et aux parcs.

Nous avons rédigé en collaboration avec l'Union des villes et communes une circulaire contenant des précisions sur les modifications apportées à l'article 6 du code de la TVA. Cette circulaire est quasiment prête.

03.03 Carl Devlies (CD&V) : La concertation avec les communes est une bonne chose. Mieux vaut tard que jamais d'ailleurs. Je regrette toutefois que cet article ait été joint à la loi-programme, alors que la directive européenne ne l'imposait pas. Cela représente une charge supplémentaire pour les communes.

L'incident est clos.

04 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la procédure d'infraction concernant les libéralités déductibles fiscalement" (n° 13981)

04.01 Carl Devlies (CD&V) : La loi belge dispose qu'une institution qui peut recevoir des libéralités fiscalement déductibles doit posséder la personnalité juridique. La Commission européenne a toutefois ouvert contre la Belgique une procédure pour infraction parce qu'elle considère que cette condition est incompatible avec le droit communautaire.

Quelle est la position du gouvernement belge ? Est-il logique que l'État belge finance indirectement des organisations caritatives étrangères alors que les libéralités fiscalement déductibles n'existent pas à l'étranger ? L'application provisoire de subventions est-elle une solution ?

Dans son rapport relatif à la délivrance d'attestations pour la déduction fiscale de libéralités, l'Inspection des finances a constaté que les autorités fédérales octroient des subventions pour des matières qui relèvent de la compétence des Régions et des Communautés. Que pense le ministre de la proposition de mettre les budgets à charge des Régions et des Communautés ?

04.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Mon administration examine le moyen d'aligner les dispositions contestées par la Commission européenne sur la réglementation européenne. À cet effet, elle étudie également la législation des autres pays de l'Espace économique européen. Il est néanmoins prématuré de se prononcer à ce sujet dès maintenant.

04.03 Carl Devlies (CD&V) : Quand le ministre pourra-t-il s'exprimer à ce propos ?

04.04 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Je n'ai pas encore de date précise en tête.

L'incident est clos.

05 Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "l'annulation de la dette des pays les moins avancés" (n° 13994)

05.01 Zoé Genot (ECOLO) : L'accord gouvernemental annonce qu'une aide sera apportée à la remise de la dette des pays les moins avancés, par le biais du mécanisme HIPC (Highly Indebted Poor Countries), que le gouvernement accordera la priorité à l'annulation bilatérale des dettes et soutiendra l'annulation de dettes détenues par des institutions multilatérales.

Quelles actions diplomatiques ont-elles été prises en vue de l'annulation de dettes détenues par des institutions multilatérales ? Qu'est-ce qui a été réalisé concrètement en matière d'annulation bilatérale des dettes pendant cette législature ? À combien s'élèvent actuellement les dettes nominales à l'égard de la Belgique pour les pays pauvres et moins avancés, en ce qui concerne les prêts d'État à État et le Dueroire ? Quels sont les chiffres par pays ?

05.02 Didier Reynders, ministre (en français) : Tant dans le cadre des conférences des Nations unies que de l'ensemble des assemblées des institutions de Bretton Woods et des banques régionales de développement organisées depuis juillet 2005, la Belgique se prononce systématiquement en faveur de l'annulation des dettes multilatérales.

La Belgique défend la même position durant les délibérations des institutions financières internationales et au

sein des institutions de l'Union européenne.

Durant cette législature, plusieurs annulations de dettes bilatérales ont été réalisées. La plupart ont été entérinées à la suite d'accords multilatéraux conclus dans le cadre du Club de Paris.

Je vous remets un tableau reprenant, pays par pays, la situation des dettes nominales des pays les moins avancés et des pays pauvres très endettés à l'égard de la Belgique.

À ce jour, le Club de Paris ne s'est pas prononcé sur un certain nombre de nouvelles remises de dettes. Le cas échéant, nous poursuivrons la même démarche. Un certain nombre d'annonces ont déjà été faites pour des remises de dettes à l'égard du Congo.

L'incident est clos.

06 Question de Mme Zoé Genot au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la dette du Liban" (n° 14011)

06.01 Zoé Genot (ECOLO) : À la fin du mois de janvier 2007, le premier ministre a promis une aide belge de vingt millions d'euros pour la reconstruction du Liban.

Le Liban, où les tensions demeurent vives, a grand besoin de cet argent. Est-il légitime et efficace que la grande majorité de l'aide octroyée se matérialise sous la forme de prêts – conditionnés à la mise en œuvre de réformes appelant notamment des privatisations – alors que le Liban est déjà endetté au point que le développement de politiques pour répondre aux besoins de ses habitants est fortement hypothéqué ? Est-il normal que le Liban assume financièrement les conséquences de l'intervention militaire israélienne ? Ne vaudrait-il pas mieux prévoir un fonds – alimenté, entre autres, par Israël – pour la reconstruction du pays, sans condition ?

Par ailleurs, pouvez-vous préciser les engagements pris par la Belgique par catégorie (dons, prêts, aide humanitaire, etc.) ? Quelles sont les conditions imposées pour l'octroi de ces aides, le cas échéant par catégorie ? Dans quels délais seront-elles octroyées et comment seront-elles comptabilisées ?

06.02 Didier Reynders, ministre (*en français*) : La majeure partie de l'aide accordée au Liban sera allouée par les institutions financières internationales et par quelques importants pays de la région, l'Arabie Saoudite notamment. D'autres États (France, États-Unis et Union européenne) participeront également à cet effort. La conférence internationale de fin janvier pour le soutien du Liban, à laquelle Israël n'était pas représenté, a matérialisé la responsabilité assumée par la communauté internationale. Le premier ministre y a exposé l'action belge en faveur du Liban. Notre engagement se concrétise par un don de dix millions d'euros pour la reconstruction de villages, une ligne de crédit de dix millions d'euros destinée au financement des investissements et des exportations vers le Liban et une aide dans le cadre de la diplomatie préventive dont le montant n'a pas encore été déterminé.

Nos actions s'inséreront dans le cadre du nouveau programme économique du gouvernement libanais, soutenu par les institutions internationales. Les critères de conditionnalité dépendront également du type d'aide accordé et des souhaits de notre partenaire libanais. Le délai de libération des fonds dépendra essentiellement du rythme de mise en œuvre du programme de reconstruction.

Les aides pourront être comptabilisées comme des aides officielles au développement. Les critères de concessionnalité imposés par l'Organisation de coopération et de développement économique sont respectés.

06.03 Zoé Genot (ECOLO) : Je regrette l'absence d'Israël à cette conférence. De nombreuses industries libanaises, notamment agroalimentaires, ont été détruites et l'effort de la communauté internationale profitera donc à l'industrie agroalimentaire des autres pays de la région.

J'espère que les infrastructures pourront être rapidement reconstruites. Toutefois, je m'inquiète qu'une partie

de l'aide pourrait être liée à des mesures de libéralisation ou de privatisation.

L'incident est clos.

07 Question de Mme Hilde Dierickx au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la rénovation du complexe de cellules du Palais de Justice de Termonde" (n° 14005)

07.01 Hilde Dierickx (VLD) : Il y a quelques années, une partie des services du palais de justice de Termonde se sont installés dans des bâtiments sis à la Zwarte Zusterstraat. Les bâtiments de la Justitieplein doivent subir une rénovation en profondeur. Les installations sanitaires du complexe de cellules se trouvent ainsi dans un état abominable. Etant donné qu'il est apparu dans le cadre de l'adjudication que la rénovation et l'aménagement de nouvelles cellules coûteraient beaucoup plus cher que prévu, les travaux auraient été reportés sine die. J'espère de tout coeur que cette information n'est pas exacte. Qu'en est-il de ce dossier ?

07.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Deux entrepreneurs ont remis une offre dans le cadre de l'adjudication lancée en vue de la rénovation des cellules et la rénovation des égouts du préau. La Régie des Bâtiments jugeant ces deux montants anormalement élevés, elle a entamé une procédure négociée sans publicité avec les deux entrepreneurs, conformément à la loi du 24 décembre 1993 sur les marchés publics. Compte tenu de la complexité des travaux et de la haute conjoncture actuelle dans le secteur de la construction, ces négociations n'ont abouti qu'à une remise de prix minimale, ce qui a amené la Régie à émettre un avis défavorable sur la proposition d'attribution à l'issue des négociations.

Nous étudions actuellement une solution qui permette de faire exécuter ce marché le plus vite possible, soit par le biais des procédures de négociation en cours, soit par le biais d'une nouvelle adjudication. Dans ce cadre, nous respectons scrupuleusement la réglementation en matière de marchés publics. En raison des différents éléments que je viens de vous communiquer, je ne puis toutefois rien dire avec certitude s'agissant du début des travaux.

07.03 Hilde Dierickx (VLD) : Il convient d'agir vite pour mettre fin à la situation pénible dans les cellules.

L'incident est clos.

Le **président** : L'ordre du jour appelle les questions jointes n° 14053 de M. Drèze, n° 14027 de M. Delizée et n° 14013 de M. Devlies. Seul M. Devlies étant présent, les questions n° 14053 et n° 14027 sont retirées.

08 Question de M. Carl Devlies au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la vente de monuments classés à Louvain" (n° 14013)

08.01 Carl Devlies (CD&V) : Dans le cadre de l'opération de vente Fedimmo II, deux bâtiments historiques de la ville de Louvain seront également vendus : le Collège Villers et le Collège de Luxembourg.

Le Collège Villers abrite la justice de paix et une partie des Archives de l'État. En 1985, la KULeuven a fait une donation conditionnelle de ce bâtiment à l'État. Un bâtiment reçu en don peut-il être vendu sans autre forme de procès ? Les conditions de la donation ont-elles été respectées ? Une concertation avec le donateur a-t-elle eu lieu et celui-ci a-t-il marqué son accord sur la vente ? Celle-ci concernera-t-elle uniquement le bâtiment historique ou aussi la partie arrière du bâtiment où se trouve actuellement un dépôt des Archives de l'État ?

Le Collège de Luxembourg est inoccupé depuis plusieurs années déjà, et ce, malgré le fait qu'il avait été prévu d'y installer les tribunaux de police. Le nouveau propriétaire sera-t-il libre de décider d'une nouvelle affectation du bâtiment ?

La vente de ces deux bâtiments obligera la Région flamande et la ville de Louvain à payer une partie des frais de restauration. Le transfert des charges aux administrations locales a-t-il influencé la décision de vendre ces bâtiments ?

08.02 Didier Reynders, ministre (en néerlandais) : Fedimmo I a constitué une bonne opération financière

pour l'État mais a également permis d'améliorer la gestion d'une série de bâtiments. C'est pourquoi il a été décidé, le 17 octobre 2006, de procéder à une nouvelle opération de valorisation du patrimoine immobilier de l'État.

Pour dresser la liste définitive des biens publics à vendre, la Régie des Bâtiments fera appel, au cours des prochains jours, à des conseillers en matière immobilière et juridique. Le 19 janvier 2007, le Conseil des ministres a déjà approuvé une première sélection de bâtiments en guise de base de travail. Les bâtiments à vendre seront choisis sur la base de cette liste. À ce jour, il n'existe pas encore de liste définitive pour Fedimmo II.

Dans le cadre de cette liste définitive, il sera tenu compte de la possibilité de faire apport des bâtiments au sein de la société à constituer mais également des besoins de logement des occupants actuels des bâtiments. La liste des bâtiments sera également soumise à un groupe de travail intercabinets et au Conseil des ministres. Il est actuellement trop tôt pour fournir plus de détails sur les bâtiments qui font partie de la présélection.

08.03 Carl Devlies (CD&V) : Il semble que la liste d'immeubles approuvée par le Conseil des ministres puisse encore être modifiée et c'est pourquoi le ministre estime ne pas pouvoir répondre à ma question aujourd'hui. Ce relevé comporte entre autres un édifice historique cédé récemment par la KULeuven à l'État belge qui n'a, de surcroît, pas respecté les conditions du donateur. Le procédé est étrange.

Je veux connaître les projets du ministre concernant les Archives de l'État et le Collège de Luxembourg à Louvain et la justice de paix à Diest.

08.04 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : Les questions que M. De Vlies pose à présent portent sur des sujets d'un tout autre ordre.

08.05 Carl Devlies (CD&V) : C'était pourtant formulé dans la question. J'ai le droit, en ma qualité de député, d'interroger le ministre sur ses projets. L'un de ces bâtiments est inoccupé depuis plusieurs années déjà et devait servir d'extension du palais de justice. Les habitants de Louvain n'apprécieront guère le désintérêt du ministre responsable de la Régie des Bâtiments.

08.06 Didier Reynders, ministre (*en néerlandais*) : La question consistait à savoir si l'on voulait vendre seulement le bâtiment principal ou également le nouveau dépôt des archives situé à l'arrière, dont seul le gros œuvre a été réalisé. Une présélection a été opérée. Jusqu'à la dernière sélection incluse, le gouvernement n'a élaboré aucun projet concernant ces bâtiments. Nous demandons d'abord l'avis des différents experts. Suivra une décision du gouvernement.

Le **président** : Un ministre n'est point tenu de dévoiler ses intentions.

08.07 Carl Devlies (CD&V) : Ma question portait sur la vente de deux bâtiments classés à Louvain, dont un constitue une donation, mais également sur l'avenir des archives de l'État. Comment le dépôt des archives sera-t-il achevé ? Qu'advient-il de l'extension du palais de justice de Louvain ? Le ministre refuse de répondre à des questions légitimes.

L'incident est clos.

09 Question de Mme Annemie Roppe au vice-premier ministre et ministre des Finances sur "la délivrance des commissions requises aux fonctionnaires fiscaux" (n° 14014)

09.01 Annemie Roppe (sp.a-spirit) : Voici plus de trois ans, M. Geert Lambert avait posé une question parlementaire concernant les commissions dont les fonctionnaires fiscaux ont besoin pour pouvoir accomplir des actes d'instruction légaux. Or à l'évidence, ces commissions n'ont toujours pas été distribuées alors que le ministre des Finances avait déjà dit en 1998 que leur confection était en cours. Ce dossier remonte à mai 1998 mais le ministre avait estimé souhaitable d'attendre les résultats définitifs de la réforme Coperfin avant de rédiger le projet définitif d'arrêté royal y afférent.

Le ministre peut-il nous dire ce qu'il en est aujourd'hui ? Quand lesdites commissions seront-elles prêtes ? Pourquoi la confection de nouvelles commissions se fait-elle tant attendre ?

09.02 **Didier Reynders**, ministre (*en néerlandais*) : Je souhaiterais avant tout souligner qu'aucun problème ne se pose actuellement car les commissions requises sont encore délivrées aux fonctionnaires de l'administration fiscale.

Pour l'introduction d'une nouvelle commission, nous attendons l'organisation du SPF Finances selon l'organigramme approuvé par le gouvernement. Les membres du personnel recevront un nouveau modèle de commission dès que la nouvelle structure aura été mise en place.

Les négociations antérieures avec l'ancien ministre, M. Van den Bossche, et les syndicats à propos de Coperfin ont débouché sur un échec. J'essaie à présent de faire aboutir encore le dossier Coperfin en collaboration avec M. Dupont. La semaine dernière, j'ai soumis au Conseil des ministres un nouvel arrêté royal relatif à la nouvelle carrière A. J'espère ainsi pouvoir démarrer la procédure pour plus de 460 promotions. Cette évolution permettrait de fournir une réponse définitive au problème des commissions requises et éventuellement aussi à d'autres problèmes.

Il est exact que le chemin parcouru est long et des négociations en la matière sont toujours en cours au sein du gouvernement.

09.03 **Annemie Roppe** (sp.a-spirit) : Un calendrier concret s'avère difficile à fixer mais le dossier semble manifestement évoluer positivement.

L'incident est clos.

La discussion des questions se termine à 11 h 28.

De behandeling van de vragen vangt aan om 10.35 uur. De vergadering wordt voorgezeten door de heer François-Xavier de Donnea.

De **voorzitter**: De interpellatie nr. 1014 van de heer Paul Tant wordt ingetrokken.

01 **Vraag van de heer Melchior Wathelet aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het verlaagd btw-tarief voor arbeidsintensieve en lokale diensten" (nr. 13864)**

01.01 **Melchior Wathelet** (cdH): Mijn vraag betreft het btw-tarief voor arbeidsintensieve en lokale diensten, bijvoorbeeld in schoolgebouwen en in de horeca.

In 2006 weigerde u de Europese btw-richtlijn aan te vechten, die een tariefvermindering in bepaalde sectoren onmogelijk maakte. U erkende nochtans dat dergelijke tariefverminderingen niet noodzakelijk gevolgen hebben voor de interne markt en dat ze dus kunnen worden goedgekeurd, tegen de artikelen 5 en 93 van het Verdrag in. De Commissie had een groep onafhankelijke economische experts opgedragen een verslag op te stellen over de gevolgen die verlaagde btw-tarieven op lokale diensten zouden hebben voor de werkgelegenheid en de economische groei, enerzijds, en voor de interne markt, anderzijds. Dat verslag zou naar verluidt op de agenda van de Ecofin-raad van juni 2007 staan. De Commissie heeft haar standpunt herzien en zal een grotere autonomie voor de lidstaten bij het vaststellen van hun btw-tarieven bepleiten.

Ter herinnering: de Europese Unie kan harmoniserende maatregelen nemen wanneer een gebrek aan harmonisatie gevolgen heeft voor de interne markt - wat voor bepaalde diensten het geval bleek te zijn - en wanneer het uitoefenen van die bevoegdheid op het nationale niveau ingrijpende gevolgen kan hebben voor een bepaalde sector.

Hoe bereidt u de Ecofin-raad van juni 2007 voor? Hoe zal u uw standpunt, namelijk een grotere bevoegdheid

van de lidstaten voor het vaststellen van de btw-tarieven, verdedigen? Bent u van plan tegen een eventuele negatieve beslissing van de Commissie beroep aan te tekenen?

01.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Ik bevestig het antwoord dat ik u in 2006 heb verstrekt: ik geef er de voorkeur aan het debat, onder andere over de horeca, tot in juni 2007 voort te zetten. Ik kan me pas over de mogelijke oplossingen uitspreken als ik over het rapport van de Commissie beschik, dat op een studie van een groep experts gebaseerd zal zijn.

We blijven ervoor pleiten de lidstaten de mogelijkheid te bieden om het btw-tarief op de diensten, met name in de horeca, te verlagen. Sinds de eerste besprekingen zijn de standpunten geëvolueerd. Duitsland, Oostenrijk en Groot-Brittannië zijn voorstander van een gedifferentieerde btw-heffing. Duitsland is bereid om op grond van de aangekondigde studie rond de tafel te gaan zitten, als we ermee instemmen om andere heffingstechnieken te onderzoeken. Het idee zou erin bestaan om btw te heffen bij een enkele operator en niet langer op de volledige productielijn. Ik heb de Ecofin-raad reeds gemeld dat we tot dergelijke besprekingen bereid zijn, des te meer daar een andere heffingswijze een daadkrachtig instrument tegen de btw-carrousels kan zijn.

Ik zal de studie hier voorleggen van zodra ze beschikbaar is. Dan kunnen we beslissen hoe we ze bij de debatten in het Europees Parlement en de Ecofin-raad kunnen gebruiken.

01.03 **Melchior Wathelet** (cdH): Het heeft geen zin om een onwrikbaar standpunt over het soort inning in te nemen.

De Commissie heeft haar mening over de btw bijgesteld en dit verslag zou de door België verdedigde stelling kunnen versterken. Het valt dus te verwachten dat de bevoegdheden van de lidstaten inzake de vaststelling van de btw-tarieven opnieuw zullen worden uitgebreid.

Ik bedank de minister bij voorbaat voor het verslag dat hij ons zal bezorgen van zodra hij er zelf over beschikt.

Het incident is gesloten.

02 Vraag van mevrouw Marie Nagy aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "het theater van de Résidence Palace" (nr. 13975)

02.01 **Marie Nagy** (ECOLO): Volgens *Le Soir* zou de Regie der Gebouwen de concessie van de Résidence Palace voor het gebruik van de gebouwen hebben opgezegd; het theater zal in oktober eerstkomend definitief zijn deuren moeten sluiten.

De Regie der Gebouwen rechtvaardigt haar beslissing op een vrij onduidelijke manier door aan te voeren dat er een herstructurerings- en renovatieproject werd uitgewerkt voor het theater teneinde er de Raad van de Europese Unie in onder te brengen en stelt dat er thans geen welomlijnde plannen zijn voor de lokalen en de theaterzaal.

De beslissing om het theater te sluiten, staat haaks op het voorontwerp van richtplan voor de Europese wijk, waarbij het de ambitie is om er een gemengde wijk – met woningen en een culturele en recreatieve functie – van te maken.

De logica van die vorm van beheer ontgaat mij enigszins.

Waarom werd die concessie opgezegd? Welke bestemming krijgen de lokalen en de theaterzaal? Is die nieuwe bestemming conform de door het Gewest afgegeven vergunning?

Welke regeling werd er voorts getroffen voor het zwembad? Betreft het een voorlopige sluiting? Zal een en ander binnenkort opnieuw voor het publiek toegankelijk zijn?

Wat is de inbreng van de Staat in het door het Gewest opgestelde richtplan?

Voorzitter: Luk Van Biesen

02.02 Minister **Didier Reynders** (*Frans*): Het Résidence Palace Complex bestaat uit drie gebouwen die blok A, C en E worden genoemd. De gemeenschappelijke installaties moeten worden gescheiden opdat elk gebouw onafhankelijk zou kunnen bestaan en het asbest in de kelders en op de achtste verdieping moet

worden verwijderd.

Het theater bevindt zich in de kelderverdieping van blok C en gedeeltelijk onder de interne verbindingsweg tussen de blokken A en C. De verwijdering van het asbest zal dertig dagen in beslag nemen, de uitbreidingswerken aan het station Schumann zullen zes tot achttien maanden duren. Door de bouw van de muur van het nieuwe station moeten de vloeren van het theater gedeeltelijk worden opgebroken. Daarnaast zijn aanvullende werken nodig, voor de installatie van garderobes, de toegang tot het podium, de luchtverversing en de isolatie. De totale kostprijs voor de scheiding van de blokken A en C bedraagt 7.520.000 euro, btw inclusief. De werken starten op 2 februari 2008 en eindigen in december 2009.

Door die werken zal het theater niet kunnen worden gebruikt. Wat de toekomstige bestemming van het theater betreft, heeft een privé-architectenbureau een project voor een multifunctioneel centrum ingediend. Het theatergebouw is beschermd, waardoor de invoering van nieuwe functies ter goedkeuring aan de Commissie voor monumenten en landschappen moet worden voorgelegd.

Voorzitter: François-Xavier de Donnea

In het zwembad doen zich diverse technische problemen voor: het zwembassin vertoont scheuren, de draagconstructie is in slechte staat, het beton en de ramen zijn niet meer waterdicht, het asbest moet worden verwijderd.

Volgens de exploitatievoorwaarden moet een nieuw lokaal voor eerstehulpverlening worden ingericht, moet meetapparatuur voor het waterpeil worden aangekocht, en moet de zuiverheid van het water in het zwembad en de douches streng worden gecontroleerd. Voorts moeten gediplomeerde redders worden aangeworven.

Het restauratie- en renovatieproject wordt momenteel bestudeerd.

Het theater en het zwembad krijgen onze onverdeelde aandacht. De sluiting ervan is tijdelijk. Mijn diensten zullen alles in het werk stellen opdat ze binnen een redelijke termijn opnieuw kunnen worden geopend.

02.03 Marie Nagy (ECOLO): Ik wil u erop wijzen dat er in Brussel reeds veel te veel gebouwen worden geprivatiseerd en uitsluitend voor de Europese instellingen worden voorbehouden. Er was duidelijk gesteld dat het theater en het zwembad in de Résidence Palace toegankelijk moesten blijven voor de Brusselaars.

Ik begrijp dat de vertoningen in het theater moeilijk te verzoenen vallen met de werken. Waarom heeft men het contract echter opgezegd in plaats van het theatergezelschap te verzoeken om tijdens de duur van de werken een ander onderkomen te vinden?

Uit de bouwvergunning van 30 januari 2000 blijkt dat de Regie zich ertoe heeft verbonden de beheerders van het presscenter te verplichten om het theater en het zwembad zonder beperking in de tijd voor het publiek open te houden.

Het gaat wel degelijk om een theateractiviteit, terwijl u het over een andere activiteit heeft.

Ik twijfel er niet aan dat u erop zal blijven toezien dat de Europese uitstraling van het gebouw met de typische activiteiten van de stad kan worden gecombineerd en dat het gebouw toegankelijk blijft voor de omwonenden, ongeacht hun nationaliteit.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de administratieve tolerantie voor de toepassing van de BTW op onderhoudswerkzaamheden uitgevoerd met eigen personeel" (nr. 13979)

03.01 Carl Devlies (CD&V): In december van vorig jaar verklaarde de minister dat de administratieve tolerantie voor herstellingswerken aan een onroerend goed ook zal gelden voor publiekrechtelijke btw-plichtigen en dus niet meer uitsluitend voor privaatrechtelijke btw-plichtigen.

Volgens de btw-handleiding op Fisconet geldt de tolerantie enkel voor belastingplichtigen van wie de economische activiteit op grond van artikel 44 van het Wetboek volledig is vrijgesteld van belastingen. Een gemeente is gedeeltelijk btw-plichtig. Betekent dit dus dat de gemeenten niet in aanmerking komen voor de administratieve tolerantie?

Strookt de omschrijving van de administratieve tolerantie in de btw-handleiding met de *ratio legis*? Zal de

minister de administratieve tolerantie voortaan beter omschrijven, zodat alle btw-plichtigen kunnen rekenen op een correcte en gelijke toepassing?

03.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Er is geen btw verschuldigd voor herstellings- en onderhoudswerken die worden verricht door een belastingplichtige, als het gaat over handelingen waarvoor een vrijstelling bestaat op grond van artikel 44 van het WIB '92. Er is dus geen btw verschuldigd voor werken die door gemeentepersoneel worden uitgevoerd aan gebouwen die worden beheerd door de gemeentelijke overheid en die onder artikel 44 vallen. Ik denk hierbij aan scholen, rusthuizen, bibliotheken, culturele centra en ziekenhuizen.

Hetzelfde geldt voor werken die door het personeel van gewestelijke huisvestingsmaatschappijen of OCMW's worden uitgevoerd aan sociale huurwoningen.

Artikel 19 §2 is evenwel niet van toepassing voor werken die het gemeentepersoneel uitvoert aan de infrastructuur die de gemeente gebruikt voor haar overheidstaak, zoals het gemeentehuis of de openbare wegen en parken.

Samen met de Vereniging van Steden en Gemeenten wordt een circulaire opgemaakt waarin de wijzigingen aan artikel 6 van het btw-wetboek worden verduidelijkt. De rondzendbrief is bijna klaar.

03.03 **Carl Devlies** (CD&V): Het is goed dat er met de gemeenten wordt overlegd. Beter laat dan nooit. Ik betreur wel dat dit artikel aan de programmawet werd toegevoegd, hoewel niet verplicht door de Europese richtlijn. Het vormt een bijkomende belasting voor de gemeenten.

Het incident is gesloten.

04 **Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de inbreukprocedure over de aftrekbare giften in de inkomstenbelasting" (nr. 13981)**

04.01 **Carl Devlies** (CD&V): De Belgische wet bepaalt dat een instelling die fiscaal aftrekbare giften kan ontvangen, een rechtspersoonlijkheid moet bezitten. De Europese Commissie heeft nu echter een inbreukprocedure opgestart tegen België omdat zij meent dat dit niet verenigbaar is met het gemeenschapsrecht.

Wat is het standpunt van de Belgische regering? Is het logisch dat de Belgische staat indirect buitenlandse charitatieve instellingen financiert, terwijl fiscaal aftrekbare giften in het buitenland niet bestaan? Kan een tijdelijke omschakeling naar subsidies een oplossing zijn?

De inspectie van Financiën merkte in haar rapport over het uitreiken van attesten voor de belastingaftrek van giften op, dat de federale overheid de subsidiekraan openzet voor materies waarvoor Gewesten en Gemeenschappen bevoegd zijn. Wat denkt de minister over het voorstel om de budgetten ten laste te leggen van de Gewesten en Gemeenschappen?

04.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Mijn administratie onderzoekt hoe de door de Europese Commissie aangevochten bepalingen in overeenstemming kunnen worden gebracht met de Europese regelgeving. Zij onderzoekt daarvoor ook de wetgeving in de andere landen van de Europese Economische Ruimte. Het is echter te voorbarig om hier nu al uitspraken over te doen.

04.03 **Carl Devlies** (CD&V): Wanneer zal de minister hier wel iets over kunnen zeggen?

04.04 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Ik heb nog geen precieze termijn in mijn hoofd.

Het incident is gesloten.

05 **Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de schuldkijschelding van de minst ontwikkelde landen" (nr. 13994)**

05.01 Zoé Genot (ECOLO): Het regeerakkoord kondigt aan dat, via het HIPC-mechanisme (Highly Indebted Poor Countries), hulp zal worden geboden voor de schuldkwijtschelding van de minst ontwikkelde landen en dat de regering de voorrang zal geven aan de bilaterale schuldkwijtschelding en zijn steun zal verlenen aan de kwijtschelding van schulden ten aanzien van multilaterale instellingen.

Wat gebeurde op diplomatiek vlak met het oog op de kwijtschelding van de schulden ten aanzien van multilaterale instellingen? Welke concrete maatregelen werden tijdens de voorbije regeerperiode genomen op het stuk van de bilaterale schuldkwijtschelding? Hoeveel bedragen op dit ogenblik de nominale schulden ten aanzien van België van de armste en minst ontwikkelde landen, zowel wat de leningen van Staat tot Staat als wat de schulden ten aanzien van de Delcreditedienst betreft? Graag ook de cijfers per land.

05.02 Minister Didier Reynders (Frans): Zowel in het raam van de VN-conferenties als van alle vergaderingen van de instellingen van Bretton Woods en van de regionale ontwikkelingsbanken die sinds juli 2005 hebben plaatsgevonden, heeft België zich systematisch uitgesproken voor de kwijtschelding van de multilaterale schulden.

België verdedigt datzelfde standpunt tijdens de besprekingen in de internationale financiële instellingen en in de instellingen van de Europese Unie.

Tijdens de voorbije regeerperiode werden verscheidene bilaterale schuldkwijtscheldingen tot stand gebracht. De meeste werden bekrachtigd nadat daarover multilaterale overeenkomsten werden gesloten in het kader van de Club van Parijs.

Ik bezorg u een tabel waarin, land per land, de toestand inzake de nominale schuld van de minst ontwikkelde landen en van de arme landen met een hoge schuldenlast ten aanzien van België is opgenomen.

Tot nu toe heeft de Club van Parijs zich nog niet uitgesproken over een aantal nieuwe schuldkwijtscheldingen. Desgevallend zullen we dezelfde weg bewandelen. Er werd al een aantal schuldkwijtscheldingen ten aanzien van Congo in het vooruitzicht gesteld.

Het incident is gesloten.

06 Vraag van mevrouw Zoé Genot aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de schuld van Libanon" (nr. 14011)

06.01 Zoé Genot (ECOLO): Eind januari 2007 beloofde de eerste minister dat België 20 miljoen euro zou uittrekken voor de wederopbouw van Libanon.

Libanon, waar grote spanningen heersen, heeft dit geld broodnodig. Is het gerechtvaardigd en efficiënt dat het overgrote deel van de hulp verleend wordt onder de vorm van leningen – op voorwaarde dat er hervormingen worden doorgevoerd waarbij met name privatiseringen vereist zijn – terwijl Libanon reeds zodanig gebukt gaat onder de schulden dat het voeren van een beleid dat voorziet in de behoeften van de bevolking ernstig in het gedrang komt? Is het normaal dat Libanon de financiële gevolgen draagt voor de Israëlische militaire interventie? Zou er niet beter geheel onvoorwaardelijk een fonds opgericht worden – onder andere door Israël gefinancierd – voor de wederopbouw van het land?

Kunt u eveneens toelichten welke beloftes België gedaan heeft per categorie van hulpverlening (giften, leningen, humanitaire hulp enz.)? Welke voorwaarden worden verbonden aan het verlenen van die hulp, desgevallend per categorie? Binnen welke termijn zal die hulp verleend worden en hoe zal ze geboekt worden?

06.02 Minister Didier Reynders (Frans): Het grootste deel van de aan Libanon toegekende hulp zal door de internationale financiële instellingen en enkele belangrijke landen uit de regio, in het bijzonder Saoedi-Arabië, worden toegewezen. Andere landen (Frankrijk, de Verenigde Staten en de Europese Unie) zullen eveneens hun steentje bijdragen. Op de internationale conferentie van januari voor de hulp aan Libanon, waarop Israël niet vertegenwoordigd was, heeft de internationale gemeenschap haar moreel engagement concreet gestalte gegeven. Tijdens die conferentie heeft de eerste minister de Belgische steunactie voor Libanon toegelicht. Concreet zullen we tien miljoen euro schenken voor de wederopbouw van dorpen, een kredietlijn van tien miljoen euro openen voor de financiering van investeringen in en de uitvoer naar Libanon en een nog niet nader gespecificeerd bedrag in het kader van de preventieve diplomatie vrijmaken.

Onze acties passen in het kader van het nieuwe economische programma van de Libanese regering dat door de internationale instellingen gesteund wordt. De toekenningscriteria hangen ook af van het soort toegekende hulp en van de wensen van onze Libanese partner. De termijnen waarbinnen het geld zal worden vrijgemaakt zullen voornamelijk afhangen van het tempo waarmee het programma van de wederopbouw zal worden uitgevoerd.

De toegekende hulp zal als officiële ontwikkelingshulp kunnen worden ingeboekt. De concessievoorwaarden die door de Organisatie van economische samenwerking en ontwikkeling worden opgelegd, zullen worden nageleefd.

06.03 Zoé Genot (ECOLO): Ik betreur dat Israël die conferentie niet heeft bijgewoond. Tal van Libanese industriële ondernemingen, in het bijzonder uit de landbouw- en voedingssector, zijn vernietigd en de inspanningen van de internationale gemeenschap zullen dus de landbouw- en voedingsindustrie van de andere landen in die regio ten goede komen.

Ik hoop dat de infrastructuur snel kan worden heropgebouwd. Ik vrees echter dat een deel van de steun aan liberaliserings- of privatiseringsmaatregelen zou kunnen worden gekoppeld.

Het incident is gesloten.

07 Vraag van mevrouw Hilde Dierickx aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de renovatie van het cellencomplex in het Justitiepaleis te Dendermonde" (nr. 14005)

07.01 Hilde Dierickx (VLD): Enkele jaren geleden is een deel van de diensten van het Dendermondse justitiepaleis verhuisd naar de Zwarte Zusterstraat, maar op het Justitieplein blijft een grondige renovatie noodzakelijk. Zo bevinden de sanitaire installaties van het cellencomplex zich in een abominabele toestand. Omdat bij de aanbesteding bleek dat de renovatie en inrichting van nieuwe cellen veel duurder was dan verwacht, zouden die werken op de lange baan zijn geschoven. Ik hoop van harte dat dit bericht niet klopt. Wat is de stand van dit dossier?

07.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Twee aannemers hebben een offerte ingediend in reactie op de openbare aanbesteding voor de renovatie van het cellencomplex en het vernieuwen van de riolering op de binnenkoer. Omdat de Regie der Gebouwen beide bedragen abnormaal hoog vond, is ze overgegaan tot een onderhandelingsprocedure zonder bekendmaking met beide aannemers, conform de wet van 24 december 1993 op de overheidsopdrachten. Door de complexiteit van de werken en de heersende hoogconjunctuur in de bouwsector hebben deze onderhandelingen slechts tot een minieme korting geleid, waarop de Regie het voorstel tot toewijzing na de onderhandelingen ongunstig heeft geadviseerd.

Er wordt momenteel aan een oplossing gewerkt om de opdracht zo snel mogelijk te laten uitvoeren, of via de lopende onderhandelingsprocedures, of via een nieuwe aanbesteding. De reglementering inzake overheidsopdrachten wordt daarbij strikt gerespecteerd. Over de start van de werken kan ik door dit alles echter niets met zekerheid zeggen.

07.03 Hilde Dierickx (VLD): Snel handelen is aangewezen om een einde te maken aan de penibele situatie in het cellencomplex.

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: Aan de orde zijn de samengevoegde vragen nr. 14053 van de heer Drèze, nr. 14027 van de heer Delizée en nr. 14013 van de heer Devlies. Alleen de heer Devlies is aanwezig, bijgevolg worden de vragen nr. 14053 en nr. 14027 ingetrokken.

08 Vraag van de heer Carl Devlies aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de verkoop van geklasseerde monumenten te Leuven" (nr. 14013)

08.01 Carl Devlies (CD&V): In het kader van de verkoopsoperatie Fedimmo II zullen ook twee historische Leuvense gebouwen worden verkocht: het Villerscollege en het Luxemburgcollege.

Het Villercollege huisvest het vrederecht en een deel van het Rijksarchief. In 1985 schonk de KULeuven het gebouw onder bepaalde voorwaarden aan de Staat. Kan een geschonken gebouw zomaar worden verkocht? Worden de voorwaarden van de schenking gerespecteerd? Werd er met de schenker overlegd en gaat die akkoord met de verkoop? Wordt alleen het historische gedeelte verkocht of ook het achterliggende gedeelte waar nu een depot van het Rijksarchief wordt ingericht?

Het Luxemburgcollege staat al een aantal jaren leeg, hoewel het de bedoeling was dat de politierechtbanken erin zouden worden gehuisvest. Zal de nieuwe eigenaar vrij zijn om het gebouw een nieuwe bestemming te geven of niet?

Door de verkoop van beide gebouwen zullen de restauratiewerken gedeeltelijk moeten worden betaald door het Vlaamse Gewest en de Stad Leuven. Heeft de verschuiving van de lasten naar de lokale besturen meegespeeld in de beslissing om de gebouwen te verkopen?

08.02 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): Fedimmo I was niet alleen een goede financiële operatie voor de Staat, het betekende ook een verbetering voor het beheer van een aantal gebouwen. Op 17 oktober 2006 werd daarom beslist tot een nieuwe valorisatieoperatie van het vastgoedpatrimonium van de Staat.

Om de definitieve lijst van te verkopen staatsgoederen op te stellen, zal de Regie der Gebouwen in de komende dagen raadgevers inzake vastgoed en juridische zaken in de operatie betrekken. Op 19 januari 2007 heeft de Ministerraad alvast een eerste selectie van gebouwen goedgekeurd als werkbasis. Uit die gebouwen zullen de te verkopen gebouwen worden gekozen. Vandaag is er nog geen definitieve lijst voor Fedimmo II.

In die definitieve lijst zal niet alleen rekening worden gehouden met de mogelijkheid om de gebouwen in te brengen in de op te richten vennootschap, maar ook met de huisvestingsnoden van de huidige gebruikers van de gebouwen. De lijst met gebouwen zal ook aan een interkabinettenwerkgroep en aan de Ministerraad worden voorgelegd. Momenteel is het te vroeg om al iets meer te kunnen zeggen over gebouwen die deel uitmaken van de preselectie.

08.03 **Carl Devlies** (CD&V): De lijst van gebouwen die de Ministerraad heeft goedgekeurd, kan blijkbaar nog worden gewijzigd, waardoor de minister meent dat hij vandaag niet op mijn vraag kan antwoorden. Op die lijst staat onder meer een historisch gebouw dat de KULeuven recent heeft geschonken aan de Belgische overheid. De Belgische Staat heeft bovendien de voorwaarden van de schenker niet gerespecteerd. Dit is een eigenaardige manier van werken.

Ik wil weten wat de minister gaat doen met het Rijksarchief en het Luxemburgcollege in Leuven en het vrederecht in Diest.

08.04 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De heer Devlies stelt nu ineens heel wat andere vragen.

08.05 **Carl Devlies** (CD&V): Het stond wel degelijk in de vraagstelling. Als vertegenwoordiger van de bevolking mag ik de minister vragen naar zijn plannen. Een van die gebouwen staat al jaren leeg en is toegezegd als uitbreiding van het gerechtsgebouw. De Leuvense bevolking zal de desinteresse van de minister die verantwoordelijk is voor de Regie der Gebouwen, niet appreciëren.

08.06 Minister **Didier Reynders** (*Nederlands*): De vraag was of men alleen het hoofdgebouw wilde verkopen of ook het achterliggende nieuwe archiefdepot waarvan enkel de ruwbouw gebeurd is. Er is een preselectie gebeurd. Tot en met de laatste selectie heeft de regering geen bedoelingen met die gebouwen. We vragen eerst het advies van de verschillende experts. Nadien volgt de beslissing van de regering.

De **voorzitter**: Een minister is niet verplicht om over zijn bedoelingen te praten.

08.07 **Carl Devlies** (CD&V): Mijn vraag ging over de verkoop van twee geklasseerde gebouwen in Leuven, waarvan er een zelfs een schenking is, maar ook over de toekomst van het Rijksarchief. Hoe wordt het

archiefdepot verder afgewerkt? En wat met de uitbreiding van het gerechtsgebouw in Leuven? De minister weigert te antwoorden op gelegitimeerde vragen.

Het incident is gesloten.

09 Vraag van mevrouw Annemie Roppe aan de vice-eersteminister en minister van Financiën over "de uitreiking van de vereiste aanstellingsbewijzen aan de fiscale ambtenaren" (nr. 14014)

09.01 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Meer dan drie jaar geleden al stelde Geert Lambert een parlementaire vraag over de aanstellingsbewijzen die fiscale ambtenaren nodig hebben om wettige onderzoeksdaeden te kunnen verrichten. Die bewijzen zijn blijkbaar nog altijd niet uitgereikt, al antwoordde de minister van Financiën al in 1998 dat de aanmaak ervan in uitvoering was: het dossier was opgestart in mei 1998, maar de minister achtte het wenselijk om de definitieve resultaten van de Coperfin-hervorming af te wachten om het definitieve ontwerp van koninklijk besluit hierover op te stellen.

Kan de minister een overzicht geven van de stand van zaken? Wanneer zullen de aanstellingsbewijzen effectief klaar zijn? Waarom duurt het zolang voordat er nieuwe bewijzen worden aangemaakt?

09.02 Minister Didier Reynders (Nederlands): Ik wil eerst en vooral opmerken dat er momenteel geen problemen zijn omdat de vereiste aanstellingsbewijzen nog steeds worden uitgereikt aan de ambtenaren van de fiscale administratie.

Voor het invoeren van een nieuw aanstellingsbewijs wachten we op de oprichting van de FOD Financiën volgens het door de regering goedgekeurde organigram. Zodra de nieuwe structuur er is, zullen de personeelsleden een nieuw model van aanstellingsbewijs ontvangen.

De vroegere onderhandelingen met voormalig minister Van den Bossche en de vakbonden over Coperfin zijn uitgedraaid op een mislukking. Met minister Dupont probeer ik nu Coperfin alsnog tot een goed einde te brengen. Vorige week stelde ik aan de Ministerraad een nieuw koninklijk besluit voor over de nieuwe loopbaan A. Ik hoop op deze manier de procedure te kunnen starten voor meer dan 460 bevorderingen. Deze evolutie zou het mogelijk maken om een definitief antwoord te geven op het probleem van de vereiste aanstellingsbewijzen en eventueel ook op nog andere problemen.

Het klopt dat we een lange weg hebben afgelegd en de besprekingen hierover binnen de regering lopen nog steeds.

09.03 Annemie Roppe (sp.a-spirit): Het geven van een concrete timing blijkt moeilijk te zijn, maar er is blijkbaar een gunstige evolutie.

Het incident is gesloten.

De behandeling van de vragen eindigt om 11.28 uur.